

Peut-on accuser les députés FI d'«islamo-gauchisme» comme l'a fait Valls ?

Par Sonya Faure , Cédric Mathiot , Frantz Durupt et Pauline Moullot — 5 octobre 2017 à 14:37

L'ancien Premier ministre a fustigé une nouvelle fois, mardi sur RTL, le soi-disant «discours islamo-gauchiste» de La France insoumise. Retour sur une expression aux contours bien flous, qui revient régulièrement dans le débat public.

L'«islamo-gauchisme» est devenue une des piques habituelles du débat public. Sans qu'on l'on sache très bien ce que cela veut dire. Votre question postule donc d'abord de définir ce qu'est l'islamo-gauchisme.

Qu'est ce que l'islamo-gauchisme ?

Ce n'est pas simple. [En 2016, nous nous étions penchés sur les origines de l'expression et les évolutions de son usage :](#)

Le mot n'est pas nouveau, mais il revient régulièrement dans les discours des défenseurs d'une laïcité parfois qualifiée «de combat», qui revendiquent un «parler-vrai» sur l'islam et l'islamisme. Pour ceux qui l'utilisent, l'expression est une alerte, un mot «choc» pour décrire l'alliance contre-nature d'une partie de la gauche avec un islamisme réactionnaire. *«Il désigne ceux qui, au nom d'une vision communautariste et américanisée de l'identité, combattent le féminisme universaliste et la laïcité»*, estime ainsi l'essayiste Caroline Fourest, qui l'utilise couramment.

Pour les autres, ceux qui en font les frais, elle n'est qu'une arme pour disqualifier une lutte légitime : faire entendre la voix des musulmans «racialisés» et «discriminés». *«Une expression valise qui sert simplement à refuser le débat et à stigmatiser»*, pointe Edwy Plenel, le patron de *Mediapart*. Le terme, à vocation médiatique, n'a en tout cas pas d'assise scientifique. Il se rapprocherait plutôt du montage séduisant

et efficace pour dire un phénomène complexe et discuté. De l'injure policée dans le débat de plus en plus brûlant entre intellectuels français.

Difficile de retrouver la première occurrence du mot. Mais il est aisé de fixer les étapes clés de sa popularisation dans le débat public et les médias ces dernières années. En janvier 2002, Pierre-André Taguieff l'utilise dans son livre *la Nouvelle Judéophobie*. L'historien des idées y condamne l'antisionisme de «*la nouvelle configuration tiers-mondiste, néocommuniste et néogauchiste, plus connue sous la désignation médiatique de "mouvement antimondialisation"*» : «*Des Juifs peuvent être tolérés, voire acceptés dans cette mouvance islamo-gauchiste, à condition qu'ils fassent preuve de palestinophilie inconditionnelle et d'antisionisme fanatique.*»

La thèse prend de l'ampleur en 2003, à l'occasion du Forum social européen de Saint-Denis. Des centaines d'ONG, des dizaines de milliers de militants sont réunis lors de ce grand rassemblement altermondialiste. Mais c'est la présence d'un homme qui va créer à elle seule la polémique : le théologien musulman Tariq Ramadan, invité à débattre avec José Bové, de la Confédération paysanne, et Daniel Bensaïd, de la Ligue communiste révolutionnaire.

L'année suivante, *le Nouvel Observateur* et *Charlie Hebdo* se lancent dans la bataille à l'occasion d'un nouveau forum organisé à Londres. Dans le premier, Claude Askolovitch signe un article titré «Les gauchistes d'Allah», tandis que dans le second, c'est Fiammetta Venner qui se demande ironiquement si «*un autre jihad est possible*». Sans parler expressément d'islamo-gauchisme, tous deux dénoncent des rapprochements entre altermondialistes et «*islamistes*».

Au même moment, l'utilisation du mot explose, à l'occasion cette fois d'un débat très français : les défenseurs de la loi interdisant les signes religieux ostensibles à l'école, qui vise avant tout le voile et qui sera votée en 2004, l'utilisent alors à l'envi pour désigner les militants de la gauche, souvent radicale, qui y sont opposés. Sylvie Tissot, sociologue à Paris-VIII, et les membres du collectif Une école pour tous en ont fait les frais. «*L'expression avait évidemment pour but de nous disqualifier, estime-t-elle. A l'époque, le terme désignait un militantisme hétéroclite où l'on retrouvait aussi bien des chrétiens de gauche que des personnes*

engagées dans la solidarité internationale... D'où, j'imagine, le qualificatif de "gauchistes". Nous travaillions avec des associations musulmanes, comme le Collectif des musulmans de France (CMF). Pour ceux qui nous traitaient d'islamo-gauchistes, c'était une compromission avec des gens "infréquentables". Comme le relève Laurent Lévy dans son livre la Gauche, les Noirs et les Arabes (la Fabrique, 2010), "des personnalités de la gauche radicale" sont accusées par ce sobriquet d'être les "idiots utiles" de l'islamisme, des "gauchistes en mal de combat tiers-mondiste".

Depuis, l'islamo-gauchisme resurgit régulièrement au fil des aléas de l'actualité – de l'affaire Siné en 2008 («*De quoi Siné est-il le nom ?*» se demande alors BHL dans *le Monde*) à l'affaire Kamel Daoud aujourd'hui, en passant par la polémique sur la candidate voilée Ilham Moussaïd sur les listes du NPA en Paca, en 2010. Les accusés sont de plus en plus nombreux : José Bové, Alain Gresh (du *Monde diplomatique*), Annick Coupé (de l'union syndicale Solidaires), Michel Tubiana (de la Ligue des droits de l'homme) hier ; la conseillère régionale Clémentine Autain, Edwy Plenel ou des journalistes de *Libé* aujourd'hui. «*Désormais, ce mot ne désigne plus des personnes minoritaires – la laïcité inclusive a gagné des sympathisants – mais des institutions, comme l'Observatoire de la laïcité et son président, Jean-Louis Bianco*», note Sylvie Tissot.

Certains islamo-gauchistes désignés ont fini par s'emparer du terme pour le retourner et s'en revendiquer ironiquement, ou au moins revendiquer ce qu'il désigne. Ainsi, Clémentine Autain assume : «*Je ne comprends pas exactement ce que veut dire le mot, mais si ça désigne l'intersectionnalité des luttes, alors oui, c'est ça qui me préoccupe. Je suis de gauche, et je me bats contre le rejet des musulmans en France.*»

Peut-on dire que les (ou des) députés de La France insoumise sont islamo-gauchistes ?

Comme on peut le voir, le flou du terme, devenu ces derniers temps un mot valise, rend la réponse à cette question impossible. On peut simplement recenser les personnes pour lesquelles le terme a été employés (et les raisons justifiant l'«accusation»).

Manuel Valls a utilisé ce terme à propos de Clémentine Autain le 22 mai 2016, dénonçant *«ces capitulations, ces ambiguïtés avec les Indigènes de la République, les discussions avec Mme Clémentine Autain et Tariq Ramadan, ambiguïtés entretenues qui forment le terreau de la violence et de la radicalisation»*. Le site d'Ensemble, une des composantes du Front de gauche, dont Clémentine Autain était porte-parole, avait appelé à se rendre à un meeting auquel participait Tariq Ramadan. Autain (qui ne s'est pas rendue au meeting) avait vertement répondu à Manuel Valls dans plusieurs médias : *«Je vais porter plainte contre Manuel Valls s'il ne présente pas ses excuses. Ces propos sont mensongers. Je n'ai jamais rencontré personnellement Tariq Ramadan, ni partagé de tribune avec lui. Ces accusations ineptes visent à dire que moi-même, et à travers moi, ma famille politique, seraient le terreau du terrorisme.»*

Plus récemment, Guillaume Larrivé a affirmé, le 26 septembre lors d'un débat à l'Assemblée nationale : *«Il me semble que si certains observateurs pouvaient avoir un doute sur la réalité de ce qui est parfois appelé l'islamo-gauchisme, ces observateurs, hélas, constateront en écoutant les orateurs du groupe présidé par M. Mélenchon que cet islamo-gauchisme existe.»* Il expliquait un peu plus tard : *«Sur divers bancs, parmi les patriotes, les républicains, qu'ils siègent au sein de La République en marche, des Républicains ou de l'UDI, se manifeste la nécessité d'un rassemblement : nous voulons, nous, contrairement à La France insoumise, que la République ait les moyens juridiques de fermer ces lieux de culte où des prêcheurs de haine appellent à la soumission de la France, à une idéologie totalement contraire aux principes et valeurs de notre République.»*

Cette accusation fait suite aux discussions portant sur l'article 2 de la loi antiterroriste, relatif à la fermeture des lieux de culte. Durant la discussion de cet article, plusieurs membres de La France insoumise se sont exprimés. Alexis Corbière a estimé que l'arsenal législatif suffisait aujourd'hui à fermer les lieux de culte dans lesquels des propos de haine avaient été tenus. Tout en soulignant que *«si l'on prend le cas concret des situations qui ont endeuillé notre pays, on constate que nombre de ceux qui ont commis ces actes n'en fréquentaient aucun»*. Il a été rejoint sur ce premier point par les députés Danièle Obono, Ugo Bernalicis,

Stéphane Peu et le communiste Jean-Paul Lecoq. Les trois premiers avaient même déposé des amendements contre cet article 2 (rejetés en séance), jugeant les fermetures de lieux de culte «*inutiles, inefficaces et dangereuses*».

Le débat s'est poursuivi à l'Assemblée nationale deux jours plus tard, lors de la discussion d'un amendement FN sur le même projet de loi. Accusé par le frontiste Bruno Bilde d'être des «*islamo-fascistes*», Alexis Corbière réplique en interpellant Manuel Valls : «*Je voulais réagir, car il est de bon ton de nous cibler, nous, élus de La France insoumise, avec des mots qui sont assez insultants – je m'adresse en particulier aux élus du Front national. Nous, des "islamo-gauchistes" ? Mais quel mépris ! Il est d'ailleurs peu honorable que d'autres aient utilisé cette même appellation contre nous – notamment vous, monsieur Valls. [...] Nous en avons assez de nous faire traiter d'islamo-gauchistes par des gens qui ont toujours été du côté des ennemis de la République, alors que l'on essaie simplement de défendre les libertés publiques et de dire que quand quelqu'un est expulsé, ce doit être à la suite d'une décision de justice. Cela commence à bien faire !*» L'ancien Premier ministre lui répond en dénonçant «*les liens [de La France insoumise] avec les Indigènes de la République et avec tous ceux qui, aujourd'hui, dans les quartiers, représentent un vrai danger, parce que précisément, derrière cela, il y a l'islamisme radical et l'islam politique*».

Il visait ainsi Danièle Obono, à qui l'on reproche d'avoir participé aux 10 ans du Parti des indigènes de la République (PIR). Elle s'est ensuite défendue auprès du *Monde*, disant ne jamais avoir «*été adhérente du PIR*» : «*Je ne suis pas d'accord avec eux, mais ce n'est pas l'enjeu des discussions qu'on doit avoir sur l'antiracisme.*» Avant d'expliquer que «*le PIR fait partie du mouvement antiraciste. [...] Je défends l'idée de se battre à côté de gens qui ont des désaccords avec moi*».

Des propos qu'elle a par ailleurs tenus sur BFM TV, le week-end dernier, ont aussi relancé la machine à accusations. Elle a d'abord affirmé, à propos de la radicalisation : «*La radicalisation n'est pas un concept scientifique suffisamment arrêté.*» Puis elle a répondu sur le fait que certains chauffeurs RATP refusaient de conduire un bus après une femme : «*Qu'est-ce que ça a à voir avec la question du terrorisme ? Est-*

ce que quelqu'un qui refuse de conduire un bus après une femme doit être mis sur écoute, perquisitionné, mis en centre de rétention comme le proposait des députés de la droite ? Non. Est-ce que des pratiques discriminatoires ont un lien avec le terrorisme ? Non. [...] C'est un signe de discrimination.» Dans la foulée, Danièle Obono a donc été accusée d'avoir des «doutes» sur la notion de radicalisation.

Sur RTL le 3 octobre, Manuel Valls (encore) a alors affirmé à propos de La France insoumise : *«Je pense par ailleurs que dans leur discours, dans leurs pratiques concernant l'islam radical, il y a de la complaisance, il y a de l'ambiguïté en tout état de cause. [...] Je pense que c'est un discours islamo-gauchiste.»* *«C'est plus que la complaisance, c'est une complicité avec un islam politique»*, a-t-il assuré à propos des déclarations de Danièle Obono.

Benoît Hamon aussi avait eu droit à ce qualificatif. A la suite de la diffusion d'un reportage dans un café de Sevrans, soi-disant interdit aux femmes, il avait voulu jouer la carte de l'apaisement en ne liant pas ces faits à des questions de religion. En rappelant notamment que *«dans les cafés ouvriers, historiquement, il n'y avait pas de femmes»*. Il s'était vite retrouvé accusé de relativiser la gravité de la discrimination. Faisant référence à cet épisode, Malek Boutih assène dans *20 Minutes* : *«La théorie [de Benoît Hamon] est claire : il est normal qu'il y ait du communautarisme car les musulmans sont maltraités. [...] Benoît Hamon est en résonance avec une frange islamo-gauchiste.»*

A noter que le grand flou de l'accusation rencontre aussi un flou dans la défense. Dans une réponse à ces attaques répétées sur son blog, Alexis Corbière finit en s'en prenant à l'accusateur numéro 1, Manuel Valls : *«Je terminerai sur Manuel Valls. Je le met au défi que nous aurions le moindre lien avec "l'islamisme radical" ou autre "Indigènes de la République", comme il ose l'affirmer sur les bancs de l'Assemblée nationale.»* D'aucuns se feront un plaisir de répondre en évoquant la participation de Danièle Obono aux 10 ans du PIR. Et de relancer cette polémique aux contours bien lâches.

Sonya Faure, Cédric Mathiot , Frantz Durupt , Pauline Moullot